



Lettre n°87 du 14 avril 2019

Face au plan de Macron pour la bourgeoisie, porter un programme pour le monde du travail

A la veille de l'acte 22 qui a réuni plus de manifestants que le samedi précédent, après 5 mois de mobilisations, Philippe a donné un avant-goût des « *décisions puissantes et concrètes* » que Macron ne dévoilera que lundi, suspens insoutenable... Au Grand Palais où il avait réuni lundi dernier gouvernement, hauts fonctionnaires et « *corps intermédiaires* » dont Laurent Berger (CFDT) pour « *faire la synthèse* » du prétendu grand débat, il en a donné le cadre : « *Dès notre arrivée, nous avons baissé les cotisations sociales, baissé la taxe d'habitation, baissé l'impôt sur les sociétés [...] Nous devons baisser et baisser plus vite les impôts* ». « *Les français ont compris avec beaucoup de maturité, beaucoup plus en tout cas que certains acteurs institutionnels du débat politique, qu'on ne peut pas baisser les impôts si on ne baisse pas la dépense publique* ».

Un plan de bataille contre les travailleurs et les classes populaires

Face à la profonde révolte, aux aspirations de justice sociale, fiscale et démocratique qui s'expriment à travers le mouvement des Gilets jaunes, face à la solidarité du monde du travail, des classes populaires, Macron n'a en rien l'intention de freiner son « *projet national* » pour les classes dominantes, financiers et multinationales. Bien au contraire, sans préjuger de la façon dont il entend faire passer sa politique, les conclusions de la mascarade du grand débat sont l'occasion d'engager un nouveau plan de bataille contre les travailleurs et les classes populaires.

En 2018, les 40 premières entreprises françaises ont engrangé 88 milliards de bénéfice net. Des chiffres exorbitants, mais pas aussi flamboyants qu'espéré par les actionnaires. Le capitalisme plongé dans une crise chronique, plus prédateur que jamais, ne se survit qu'en intensifiant l'exploitation, en levant tout ce qui y fait obstacle, en remettant en cause les conditions de travail, d'emploi, de statut des salariés. Macron s'y emploie dans la continuité de Hollande et Sarkozy : baisse de l'imposition du capital, des riches au nom du « *ras-le-bol fiscal* », augmentation des impôts et taxes touchant les plus pauvres, TVA, TIPP,

CSG..., réduction de la « *dépense publique* », démantèlement des services publics et vente au privé des secteurs rentables... Quant aux salaires, aux pensions et aux minima sociaux, ils sont gelés depuis des années. Une récente enquête de l'OCDE témoigne de la baisse du niveau de vie des classes dites « *moyennes* » depuis le tournant de la crise de 2008 : sur trente ans, à l'échelle internationale, le revenu médian a progressé trois fois moins vite que celui des 10 % les plus riches.

L'adoption définitive cette semaine de la loi Pacte, *Plan d'Action pour la croissance et la Transformation de l'Entreprise*, et la publication au JO de la loi « *anticasseurs* » (mis à part l'article retoqué par le Conseil constitutionnel) donnent le ton. Sont désormais légales les fouilles de sac et de véhicule dans les manifestations et à leurs abords, et la dissimulation volontaire du visage est devenue un délit puni d'un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende. Quant à la loi Pacte, elle prévoit de nouveaux cadeaux et financements publics pour les entreprises et ouvre la voie à la privatisation du groupe Aéroport de Paris depuis longtemps convoité par Vinci. Priorité désormais à la réforme des retraites pour laquelle les ministres préparent l'opinion, à la réforme de l'État avec comme objectif de supprimer emplois et services au nom de la réduction du « *mille-feuille territorial* », au démantèlement de la Fonction publique au cœur des attaques... tandis que les réformes de l'Éducation et de la Santé sont déjà en route.

L'acte 2 du quinquennat de Macron sera une accentuation de cette offensive, une offensive politique aussi pour renforcer le rôle de l'État et des collectivités locales dans la mise en œuvre de ce plan au service du capital.

5 mois de mobilisations qui encouragent à prendre ses affaires en mains

L'organisation de la riposte est devant nous. Une nouvelle étape commence alors même que le mouvement actuel est loin d'être fini et que de nouveaux secteurs se mobilisent. Si le mouvement des Gilets jaunes n'a pas réussi à s'étendre dans les entreprises, à surmonter les blocages,

le manque de confiance, il a changé la donne, montré qu'il est possible de prendre ses affaires en main. Il a libéré la parole, encouragé à débattre, à contester l'ordre établi et défendre les intérêts collectifs.

Ce qui se passe dans l'Éducation témoigne de cette situation nouvelle, de la profondeur de la révolte et des aspirations à être soi-même acteur de la lutte. Enseignant.e.s et parents d'élève, dont beaucoup de jeunes femmes, construisent le mouvement à la base, au coude à coude dans les manifestations, les occupations d'écoles, les AG parents-profs. Et si les vacances scolaires ont mis le mouvement en pause, les rendez-vous sont donnés pour la rentrée.

Les leçons de ces 5 mois de mobilisation se discutent aussi dans les collectifs Gilets jaunes-syndicalistes, dans les soutiens aux luttes locales, sur les piquets de grève. Les expériences s'y partagent avec une même volonté d'être soi-même acteur, la conscience de la nécessité de la démocratie, de ne pas laisser nos luttes aux mains des appareils. Dans tout le pays se pose la question de faire le lien entre Gilets jaunes, chômeurs, retraités et travailleurs en lutte pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail, le maintien de services publics.

Le 9 mai, la journée de grève appelée par les syndicats de la Fonction publique contre son démantèlement, les suppressions de postes (120 000 programmées d'ici la fin du mandat), la précarisation généralisée, sera une réponse

très probablement massive aux mesures que va annoncer Macron, l'occasion d'avancer vers un tous ensemble.

Une politique pour la convergence

Ces prochaines étapes se préparent à travers les liens créés depuis des mois entre les militants du mouvement, gilets jaunes et rouges. Mais l'aspiration encore confuse à la convergence a besoin d'une politique, dans le sens de ce qui s'est pour une part discuté à la seconde Assemblée des assemblées, un programme portant les exigences sociales et démocratiques, les intérêts de l'ensemble du monde du travail et des classes populaires, les intégrant dans un combat et des perspectives communes.

Les luttes pour le pouvoir d'achat, la hausse des salaires, des pensions, des minima sociaux, celles des personnels des urgences hospitalières en grève à Paris et dans plusieurs villes, des enseignants, des ouvriers de l'automobile ou des banques contre les suppressions de postes et les licenciements, toutes posent la question du fonctionnement de la société, de la production et de la répartition des richesses, de quelle fiscalité et quelle dépense publique, de qui en décide, qui contrôle. Elles posent la question de l'affrontement avec les classes dominantes, leur État, la nécessité de contester leur pouvoir, de contester le capitalisme. Comme cela se discute au sein des Gilets jaunes, c'est bien une nouvelle révolution qui est à l'ordre du jour.